

# L'ESPAGNE ANTIFASCISTE

## CNT AIT FAI

REDACTION : 33, rue de la Grange-aux-Belles, PARIS (10°). Tél. Botzaris 87-20

PERMANENCE : Tous les jours, sauf le dimanche et le mardi, de 16 h. 30 à 18 h. 30. — Envoi de fonds pour « L'Espagne Antifasciste » : Laurent, 26, Av. des Bosquets, Aulnay-sous-Bois (S.-et-O.). C.C.P. Paris 589-76

ADMINISTRATION : MARCHAL, 89, rue d'Angoulême, PARIS (11°)

PRIX :  
FRANCE..... 0 fr. 40  
ESPAGNE..... 0 pes. 20

Toutes les informations nous parviennent directement  
de notre service spécial de Barcelone

BIHEBDOMADAIRE : MERCREDI, SAMEDI

ABONNEMENTS :

FRANCE :		ETRANGER :	
3 mois	9 frs	Belgique	10 belgas
6 mois	18 frs	Suisse	3 fr. suisses
1 an	36 frs	Autres pays	75 cts amér.

## REDRESSEMENT NECESSAIRE

Nous avons fait connaître, la semaine dernière, nos craintes au sujet de la suppression du Comité Central des Milices antifascistes et des modifications radicales apportées au fonctionnement du Conseil Régional Economique.

Nous sommes persuadés que nombre de camarades, à la lecture de notre article, ont senti, eux aussi, le danger qui résultait de ces changements de front sur les secteurs essentiels de la lutte en Catalogne.

Certes, ces problèmes intéressent au premier chef les syndicats et les militants de la Régionale de Catalogne. C'est à eux qu'il appartient d'abord et avant tout, de se rendre compte des déviations qui viennent de se produire, et il leur appartient aussi d'y porter remède par un vigoureux redressement. Mais il est indéniable que ces questions sont trop graves pour ne pas intéresser le mouvement international tout entier et, en premier lieu, le mouvement français, pour qui la solution apportée à ces problèmes capitaux peut avoir une conséquence et une répercussion immédiates.

Nul ne peut donc s'étonner que nous attachions à ces questions une importance toute particulière. Nul encore ne peut trouver déplacé que nous demandions à nos camarades de la Régionale de Catalogne de se rendre compte de la gravité de la situation actuelle.

Il nous apparaît que ces syndicats doivent, plus que jamais, être vigilants, contrôler sévèrement l'action qui se déroule à une cadence très vive et ne prendre leurs décisions qu'après une étude très sérieuse des mesures qui leur sont proposées.

A aucun moment on n'aurait dû pouvoir leur imposer ou leur faire accepter deux choses aussi essentielles que la disparition du Comité Central des Milices et l'incorporation du Conseil Economique dans l'appareil gouvernemental ; ils auraient dû savoir ce que ces changements signifiaient et les conséquences immédiates qui allaient en résulter.

Or, il semble bien qu'ils ont été surpris et qu'ils n'ont compris qu'après les répercussions que leurs décisions ont eues immédiatement.

Il apparaît aussi qu'ils n'ont pas saisi toute l'importance de ces premières déviations. Peut-être, encore, ont-ils pensé pouvoir les corriger rapidement ? Il ont manifestement oublié qu'en cette matière, il n'y a que le premier pas qui compte, et qu'il est toujours décisif : que loin de corriger les erreurs de la veille, on est toujours conduit à les amplifier et à les multiplier, par solidarité avec la ligne de conduite adoptée antérieurement et avec laquelle on ne peut plus briser.

On est donc prisonnier des décisions et des erreurs antérieures, et il est quasi-impossible de rompre avec elles.

C'est, pourtant, ce que nous demandons très instamment à nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. parce que nous considérons que plus ils attendront, plus la situation s'aggravera et plus il sera difficile de redresser les erreurs commises, même si on en mesure toutes les conséquences et le développement sur d'autres plans.

En ce moment, il est absolument nécessaire que les Syndicats, qui sont la force, surtout en Catalogne, reconquissent promptement les positions qu'ils ont abandonnées.

Ce sont eux qui ont fait la Révolution ; dès les premiers jours, ils ont pris en mains et la conduite de la guerre sociale, et la direction de l'Economie. Ils les ont conservées suffisamment longtemps pour être convaincus de leur valeur et de leurs capacités.

On ne peut donc comprendre qu'après avoir fait la preuve de ces capacités d'organisation et de gestion, ils aient soudainement abdiqué des pouvoirs que personne ne songeait et ne pouvait leur disputer, même par la force.

Si rien ne pouvait — et ne peut encore — justifier l'abandon qu'ils ont consenti ; si rien ne peut expliquer, non plus, cet abandon, il importe qu'ils prennent au plus tôt conscience de l'erreur commise et, au lieu de s'y enfoncer, qu'ils la rectifient en renversant la vapeur sans délai.

Les Syndicats de la C.N.T., surtout en Catalogne, sont suffisamment forts, pour ne pas avoir besoin de faire de compromis, ni de pactes avec personne.

Ces compromis, ces pactes, ne peuvent les conduire qu'à oublier leur mission historique, qu'à agir inconsciemment contre eux-mêmes.

Il convient donc qu'ils se débarrassent de suite de cette sorte de complexe permanent d'infériorité qui les pousse à accepter ces compromis ne pouvant conduire qu'aux pires déviations.

Au nom de notre idéal commun, dont ils sont en ce moment les éléments les plus représentatifs, nous leur demandons de redevenir eux-mêmes, d'être les véritables champions de ce Communisme libertaire qu'ils ont toujours revendiqué avec conviction et fierté : de ce Communisme libertaire qui est aussi le nôtre, et que nous voudrions tant voir triompher en Espagne, sa terre d'élection.

Nous voulons croire qu'il est temps encore de faire machine en arrière, de ne pas abandonner entre les mains du Communisme autoritaire les destinées du prolétariat espagnol.

Nous avons, d'ailleurs, la conviction que ce prolétariat, en raison des enseignements qu'il a reçus, n'accepterait pas cette situation, qu'il se rebellerait contre ceux qui voudraient lui imposer un tel régime.

Cette situation provoquerait infailliblement un divorce profond entre les masses prolétariennes et les responsables qu'elles ont chargé de la défense de leur idéal et de leurs intérêts.

Il est inutile d'insister sur la gravité d'une telle situation et sur les conséquences de tous ordres qu'elle entraînerait.

Nous insistons donc de la façon la plus formelle auprès de

## La situation militaire

Nous empruntons à notre confrère L'Euvre (numéro du 20 octobre 1936) une intéressante étude sur la situation des forces en présence aux fronts de la lutte, par M. André Enfière, lieutenant des milices volontaires. Cette étude nous semble être ici en bonne place, d'autant plus que, faite par un homme qui participe directement à l'action, elle était vigoureusement le point de vue que nous avons défendu ici-même dès le début des événements. En voici donc quelques passages essentiels :

Je me suis engagé — commence M. Enfière — dans les milices de la République Espagnole, avec la conviction intime et profonde qu'en le faisant je servais les intérêts les plus certains de la France.

Puisque la chance a bien voulu me

en contact confiant avec les milieux militaires et politiques dirigeants.

Ces deux conditions n'étant pour ainsi dire jamais remplies par les personnes qui écrivent dans les journaux, toute cette littérature, immense par le volume, est à peu près sans intérêt.

Abordons le fond.

Pour faire comprendre aux lecteurs français la situation très complexe en Espagne, je vais examiner d'abord le rapport des forces existant entre les gouvernements et les rebelles et ensuite l'évolution de la guerre. C'est dans la seconde partie que je serai amené à exposer certains faits de nature à éclaircir la question qu'on pose à chaque instant en France : Madrid tombera-t-elle ou ne tombera-t-elle pas ?

A l'heure actuelle, Franco dispose de trois sortes de troupes : 1° les Marocains ; 2° les phalangistes ; 3° les soldats de l'ancienne armée.

Le premier élément est, du point de vue militaire, à tous égards excellent. Les



Nos camarades s'entraînent pour les combats futurs

laisser vivre, je saisis avec empressement l'occasion que m'offre L'Euvre de faire pour ses lecteurs une relation exacte et raisonnée des événements d'Espagne.

Rentré en France, j'ai immédiatement repris contact avec ce qu'on nomme « l'opinion publique » et, ce qui est plus sérieux, avec les milieux politiques. Les sujets d'étonnement n'ont pas manqué.

Il paraît que la République Espagnole est tout à fait compromise. Parce que les Marocains de Franco sont à certains endroits à une cinquantaine de kilomètres de Madrid, on pense que la chute de Madrid est imminente ; on pense aussi que la chute de Madrid marquerait la victoire définitive des rebelles. Or, la première

idée est hautement problématique, la seconde radicalement fautive. Je ne demande à personne de me croire sur parole, mais je demande à tous les hommes de bonne foi de me prêter une oreille attentive.

Les choses sont tout de même un peu moins simples qu'on se l'imagine dans les salles de rédaction de certains journaux.

Comment peut-on se faire une opinion sérieuse des événements d'Espagne ? Certainement pas en lisant les journaux français (je ne parle pas des autres, ne les connaissant pas suffisamment). Pour voir clair, dans la mesure où la complexité des choses le permet, deux conditions me paraissent indispensables.

En premier lieu, il convient d'avoir combattu au front.

En second lieu, il convient d'avoir été

soldats marocains sont des soldats remarquables par les qualités physiques, par l'instruction, par le courage.

Le deuxième élément, les phalangistes, est ridicule. Ce sont les fils à papa de la bourgeoisie réactionnaire. Au front, ce sont des lapins ; mais cela ne les empêche pas d'être féroces à l'arrière contre les femmes, les enfants et les ouvriers désarmés. Il y a d'ailleurs de moins en moins de phalangistes dans les batailles. On les affecte à des emplois moins dangereux.

Le troisième élément, les anciens soldats, présente un caractère particulier. Les soldats sont bons, mais ils ne sont pas sûrs aux yeux des rebelles, car une multitude de soldats a été enrôlée par les rebelles, soit par force soit par ruse. C'est cet élément qui fournit aux milices de la République un renfort quotidien et appréciable.

En somme, la force de Franco provient des Marocains. Sans les Marocains, Franco n'est rien.

Quels sont les effectifs marocains ? Il est difficile de le savoir d'une façon précise, mais je ne crois pas me tromper en disant que l'armée marocaine mobile de Franco ne dépasse pas 10 ou 15.000 hommes. C'est très peu, et nous verrons par la suite la conséquence de ce fait.

Examinons l'armement.

En ce qui concerne l'armement de l'infanterie, les rebelles disposent de bons fusils Mauser et, comme ils ont peu d'effectifs, tous leurs soldats en sont pourvus. Ils sont abondamment pourvus en mitrail-

leuses, mais ils n'en tirent pas toujours les avantages que cette arme terrible procure à celui qui sait vraiment s'en servir.

En ce qui concerne l'artillerie, la supériorité des rebelles sur les gouvernements est marquée tant par le nombre des pièces que par la quantité des munitions. Mais les tirs sont presque toujours mal réglés. Ce qui m'a frappé, c'est le faible effet matériel de l'artillerie. Elle agit bien plus sur les nerfs que sur les choses. La même observation vaut d'ailleurs pour les bombardements aériens.

En ce qui concerne l'aviation, la supériorité des rebelles est pour le moment indiscutable (mais elle va diminuant, comme je le montrerai, quand bien même les républicains ne recevraient aucun avion).

Passons aux républicains.

Les miliciens forment dès maintenant une armée nombreuse (50 à 60.000 hommes), dont la valeur militaire augmente de jour en jour. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'entraînement du soldat ne demande pas un temps très long, et lorsque ledit entraînement se fait dans l'exaltation et la passion fanatique de vaincre, deux ou trois mois suffisent pour former d'excellents soldats.

Les points faibles des gouvernements sont les suivants :

L'artillerie est nettement insuffisante et le manque d'obus se fait cruellement sentir.

La même infériorité, mais aggravée, existe en ce qui concerne l'aviation. Les gouvernements ne peuvent, pour le moment, opposer des avions convenables aux Caproni et aux Fokkers trimoteurs qui volent à 300 kilomètres à l'heure et peuvent emporter un chargement en bombes d'une à une tonne et demie.

Si l'on veut bien se rappeler et peser chaque poste de l'inventaire des forces en présence, on constate sans peine que chaque adversaire dispose d'une supériorité : l'artillerie et l'aviation du côté des rebelles, l'infanterie du côté des républicains. Les faits de la lutte quotidienne confirment le raisonnement : les miliciens ont presque toujours le dessus dans le combat corps à corps ; ils n'ont reculé — et nous aurons à examiner la nature de ces reculs — que là où l'ennemi a réussi à concentrer une grande quantité d'artillerie et d'aviation et où, chose capitale, le commandement des gouvernements n'a pas réussi à opérer une dispersion suffisante et appropriée de ses propres troupes.

A la réflexion, l'inventaire que nous avons dressé permet une autre constatation essentielle : le rapport des forces ne peut plus se modifier qu'au profit des républicains, parce que Franco a déjà fait son plein et parce que la valeur des Marocains ne peut s'accroître. Par contre, la valeur des miliciens s'accroît chaque jour. C'est pour cette raison que je dis que la balance penche lentement, mais inexorablement en faveur de la République, en dépit des « victoires » rebelles qui n'existent parfois qu'à Paris, comme j'ai pu le



Tous — jeunes, vieux, femmes — sont prêts à partir

constater, tout ahuri, en ce qui concerne Napoléon. M'est avis que Franco, qui est un traître de forte intelligence, se rend compte de l'action inexorable du temps qui travaille contre lui ; et c'est ce qui explique peut-être la fureur avec laquelle il mène l'attaque contre Madrid, objectif de grand intérêt moral, quoique sans avantage stratégique, bien au contraire.

Franco n'est certes pas un Napoléon, et le plus médiocre des généraux de l'empereur était encore très supérieur aux Mola, Cabanellas et à l'ineffable Queipo de Llano, mais la situation de Franco

peut être comparée à celle de Napoléon en 1814, au moment de l'invasion de la France par les Alliés. C'était la lutte d'une petite masse (Napoléon) contre une grande masse (les Alliés). La petite masse, qualitativement supérieure, remporta quelques victoires sur la grande (Champaubert, Montmirail, Vauxchamps), mais la grande finit par gagner, parce que, au delà d'un certain degré, la grande masse écrase la petite, à la double condition qu'elle ne se laisse pas démoraliser et qu'elle consente à subir des pertes terribles. Cette double condition étant remplie, la victoire de la grande masse sur la petite a quelque chose de mécanique et... d'atroce.

## LA REVOLUTION cherche sa voie et s'organise

### Les paysans et la socialisation de la terre

Il faut vivre en règle avec les exigences du moment. Or, en ces moments suprêmes, la Révolution n'a pas encore suffisamment d'influence sur certains éléments vacillants dominés par des préjugés périmés. Il nous faut vaincre cet obstacle par une action énergique et décidée.

En ce qui concerne les paysans, dans plusieurs régions, ils ont accompli leur besogne en pensant à une nouvelle Espagne : à leur bien propre et aussi à celui du peuple en général. En beaucoup d'endroits, ils collectivisent déjà la terre, principale machine de production. Ainsi, le travail est collectif dans les quartiers de Sans, Sarria, San-Martin et San-Andrés.

Mais, pour que l'effort que suppose la nouvelle forme de production soit le plus efficace possible, le Syndicat Unique des Paysans de Barcelone invite tous les autres paysans à se joindre à sa lutte.

Les travailleurs de la terre doivent répondre à cette invitation par une adhésion sincère et dévouée. Les paysans ne doivent pas oublier que, pendant que nos frères réduisent les factieux les armes à la main, nous, armée de l'arrière-front, nous devons créer la nouvelle société, libre de tous les maux du système capitaliste.

Le Syndicat Unique des Paysans de Barcelone s'adresse à tous les travailleurs de la terre de la région catalane. Il leur fera connaître les règles d'un nouveau travail inspirées par les résolutions du plenum des paysans, où l'on traite les problèmes de la collectivisation, de l'expropriation de la terre, de la vente des produits, etc... En effet, personne, sauf nous-mêmes, ne peut résoudre ces questions.

Entre autres, notre syndicat a pris la décision de créer une caisse unique. En

nos camarades de la Régionale de Catalogne pour qu'ils rectifient, sans attendre davantage, les erreurs que nous leur avons déjà signalées.

De même, nous attirons l'attention de la C.N.T. tout entière pour que ces erreurs ne soient pas généralisées et entraînent le mouvement qu'elle représente en dehors de la route qu'il doit suivre et que les Congrès de la C.N.T. ont si lumineusement tracée.

Nous sommes certains d'être entendus, parce que nous savons que nos camarades espagnols, si chatouilleux qu'ils soient lorsqu'il s'agit de problèmes qui ne regardent qu'eux, sont très compréhensifs et ouverts aux arguments du dehors, lorsqu'ils ont à résoudre des problèmes qui intéressent le mouvement international tout entier, mouvement auquel ils sont particulièrement fiers d'appartenir, à juste titre.

Nous attendons donc d'eux les actes nécessaires : ceux qui doivent redresser radicalement la situation en leur faveur et donner à l'expérience en cours toute sa signification révolutionnaire sur le plan qui nous est commun.

Vive la F.A.I. ! Vive la C.N.T. !  
(Boletín de Información.)